48e ANNÉE. — N° 16.930
DIRECTION & ADMINISTRATION: 8, rue de Cheverus, BORDEAUX
AGENCE A PARIS: 8, boulevard des Capucines.
LA PUBLICITÉ EST REÇUE aux Bureaux du Journal, à l'Agence Havas à Paris et à Bordeaux
ABONNEMENTS — 3 mois — 6 mois — 1 an
Gironde et limitrophes — 8 50 — 16f. — 30f.
France et Colonies... — 9 » — 17f. — 32f.
Etranger..... — 10 » — 20f. — 40f.

La Petite Gironde

10 c. le numéro — LE PLUS FORT TIRAGE DES JOURNAUX DE PROVINCE — Le numéro 10 c.

VENDREDI 8 NOVEMBRE 1918
Reliques
SOLEIL : lever 6h50; coucher 4h41
LUNE : P. Q. le 11; pleine le 18

Plus de Hohenzollerns

Que l'abdication de Guillaume II soit un fait accompli ou qu'elle soit ajournée; que l'idée en soit abandonnée ou qu'elle apparaisse comme une inéluctable nécessité, elle ne saurait exercer désormais qu'une influence secondaire sur la marche fatale des événements. Elle ne répond ni aux exigences impérieuses de la situation, ni aux conditions de paix si catégoriquement précisées dans les manifestes du président Wilson, ni à la soif de justice qui est dans les aspirations universelles des peuples.

Les metteurs en scène de cette abdication se flattent de donner le change sur la situation politique de l'Allemagne et de faire croire à la réalité d'une transformation démocratique en écartant non seulement Guillaume, mais aussi l'odieux kronprinz, pour leur substituer le fils de ce dernier, un enfant de douze ans qui recevrait plus facilement l'empreinte constitutionnelle destinée à devenir la caractéristique du nouveau régime.

Vaine illusion! Personne ne saurait être dupe de cette comédie, personne ne saurait se faire le complice d'une manœuvre aussi grossière. Il est trop tard.

Ainsi cet homme aurait déchaîné sur le monde le plus épouvantable fléau qu'aient jamais enregistré les annales de l'humanité; il aurait semé partout le deuil et la dévastation, couché dans la tombe des milliers d'hommes brutalement enlevés à l'action féconde de la pensée et du travail, massacré des femmes, des enfants, des vieillards sans défense, pillé, saccagé, incendié des villes entières, anéanti des monuments qui étaient la gloire de l'art et l'orgueil de l'humanité, déshonoré la guerre et fait reculer la civilisation. Il aurait fait tout cela; il aurait accumulé tous ces crimes et, lorsque écrasé par l'implacable volonté du destin, vaincu par cette force même qui était son seul culte et en laquelle il avait placé toutes ses espérances, il voit s'évanouir le rêve de son ambition affolée, il lui suffirait, comme on dit vulgairement, de « passer la main », de se confiner dans le calme apaisant d'une retraite dorée d'où il pourrait suivre d'un œil attendri l'œuvre de son successeur, un petit-fils élevé dans la haine de la France, familiarisé par ses jouets d'enfant au bombardement des villes ouvertes et au massacre des populations sans défense!

Non! non! la justice n'aurait pas son compte; l'humanité serait mystifiée, nos morts ne seraient pas vengés, l'avenir ne serait pas sauvegardé!

Entre les Hoenzollerns et la paix du monde il n'y a pas de commune mesure. On ne peut que paraphraser à leur égard la sentence de Napoléon Ier sur la maison de Bragance et dire : la dynastie de Hohenzollern a cessé de régner en Europe.

« Le gouvernement des Etats-Unis — par conséquent l'Entente — déclarait récemment le président Wilson, ne saurait traiter qu'avec de véritables représentants du peuple allemand, investis d'une autorité sincèrement constitutionnelle qui fasse d'eux les véritables gouvernants de l'Allemagne. »

Voilà, nettement affirmée, la règle impérative de toute négociation, la condition primordiale de toute paix possible. Elle est exclusive d'une intervention directe et indirecte de Guillaume et de sa race.

J'ajoute qu'elle a été tracée par l'Allemagne elle-même et qu'en la lui appliquant l'Entente ne fera qu'obéir à sa propre impulsion.

En 1871, la première clause que M. de Bismarck inscrivit en tête de l'armistice qui suspendait les hostilités fut qu'une Assemblée nationale serait élue, qui seule aurait qualité pour discuter et arrêter les conditions de la paix.

Qui pourrait contester l'autorité de ce précédent?

Il est impossible de considérer comme des « véritables représentants du peuple allemand » ces députés du Reichstag élus, il y a six ans, sous la pression du militarisme prussien, en harmonie avec la politique mégalomane du kaiser, complices asservis et silencieux de toutes les atrocités qui ont souillé la guerre; il faut suivre les voies ouvertes par M. de Bismarck et dire que seule une Assemblée nationale élue, dans toute l'Allemagne, par le suffrage universel, avec des garanties de franchise et de loyauté contrôlées par l'Entente, aura l'autorité voulue pour apposer sa signature au bas du traité de paix que les nations alliées auront rédigé au nom du droit, de la justice et de la liberté.

Quant aux Hohenzollerns, on ne traite pas avec eux. On les écarte, on les juge, on les condamne, on leur fait subir l'expiation méritée par le plus grand des forfaits qui aient jamais affligé l'humanité.

Ferdinand REAL.

A LA CHAMBRE

Séance du jeudi 7 novembre (matin).

Les droits politiques des indigènes musulmans d'Algérie

Paris, 7 novembre. — La séance de jeudi matin a été consacrée à la discussion d'un projet des plus importants pour l'avenir de l'Algérie : celui de l'accession des indigènes musulmans au droit politique. M. Jonnart, gouverneur général, commissaire du gouvernement, a exposé que, d'après ce projet, les indigènes pourront accéder à tous les grades militaires; au point de vue fiscal, les impôts arabes seront supprimés, et l'égalité sera complète entre tous les Algériens. Les indigènes auront le droit d'obtenir la naturalisation intégrale et de devenir électeurs. Le gouverneur général a ajouté : « C'est là une mesure de bonne politique pour l'heureux règlement des questions qui vont se poser en Orient à la suite des éclatantes victoires de l'Entente, auxquelles les soldats indigènes ont participé avec un loyalisme parfait, qui doit recevoir sa récompense. » (Applaudissements.)

Malgré les critiques de M. Thomson, le projet, défendu par M. Doizy et rapporté par M. Moutet, a été voté.

La séance est levée.

La Guerre aérienne

64 raids en Allemagne en octobre et plus de 100,000 kilos de bombes

Londres, 7 novembre. — Pendant le mois d'octobre, quoique le temps fût généralement défavorable, les aviateurs du corps de l'aviation indépendant ont exécuté 64 raids contre les villes importantes de l'Allemagne, sans compter de nombreux raids contre des aérodromes allemands. Au cours de ces raids, plus de 100 tonnes de bombes ont été lancées.

LA RETRAITE ALLEMANDE
DEVIENT DE PLUS EN PLUS RAPIDE

Les Britanniques menacent Avesnes et Maubeuge
Les Français ont dépassé Vervins et Rethel
Les Américains sont près de Sedan

Paris, 7 novembre. — Sous la poussée de nos avant-gardes marchant à vive allure, la retraite de l'ennemi se précipite très rapide devant les troupes françaises et un peu moins devant les armées britanniques; ce fait s'explique, d'ailleurs, ainsi que nous l'avons dit hier, par le danger que présenterait l'arrivée de nos alliés devant Namur avant que l'armée allemande ait retraité derrière la Meuse.

Quoi qu'il en soit, les troupes du maréchal Haig ont obtenu des résultats très appréciables : elles se battaient hier soir aux abords immédiats de Bavai, à 12 kilomètres de Maubeuge; elles avaient occupé l'important embranchement d'Aulnoye et atteint Marhaix, à 6 kilomètres d'Avesnes. C'est donc par les deux rives de la Sambre la marche vers Charleroi, l'aile droite en avant, parce que la résistance de l'ennemi est plus accentuée au nord de la rivière devant l'aile gauche.

Par contre, les armées françaises et américaines ont réalisé, entre la Sambre et la Meuse, une avance de près de 12 kilomètres en certains points. Debeney a pris et dépassé Vervins. La 10e armée a enlevé Montcornet, les Italiens Rozoy-sur-Serre; Guillaumat a atteint les lisières sud de Chaumont-Porcien. Rethel est pris, et la droite de Gouraud s'est avancée dans la vallée de la Bar jusqu'à Omicourt, où il se relie avec l'armée Liggett; Omicourt n'est qu'à 8 kilomètres de Jonchery. Le front de la 1re armée américaine va d'Omicourt aux abords ouest de Mouzon, et n'est plus qu'à 6 kilomètres de Sedan; les forêts de Dieulet, de Saint-Pierremont et de Mazarin, dont on pensait que l'ennemi défendrait les lisières sud, sont dépassées. Sur la rive droite de la Meuse, l'armée Bullard a, malgré la résistance acharnée de l'ennemi, enlevé la très forte position de la côte Saint-Germain et chassé l'ennemi des hauteurs sur lesquelles il est établi depuis 1914.

Les armées allemandes pourront-elles s'arrêter sur la ligne Namur-Mézières-Montmédy? On peut en douter, surtout en voyant la hâte de Berlin à envoyer au maréchal Foch des parlementaires pour prendre connaissance des conditions de l'armistice. Il est vrai qu'à cette heure Guillaume et le parti militaire poursuivent avant tout les buts suivants : maintien de l'empire allemand, conservation de la couronne au kaiser, et possibilité, par la cessation immédiate des hostilités, d'éviter la révolution qui gronde partout, et d'enrayer les idées de séparation qui s'accentuent, surtout en Bavière. Ils pensent que ces résultats auront en même temps pour effet de faciliter et de hâter le relèvement de l'Allemagne.

Général MARABAIL.

La Meuse tournée, ils sont acculés au Rhin

Front américain, 7 novembre. — Les opérations de ces dernières quarante-huit heures semblent avoir rendu impossible l'utilisation par l'ennemi de la ligne de la Meuse, excepté pour une résistance passagère en quelque endroit.

La Meuse tournée par les Américains, la seule ligne derrière laquelle l'ennemi puisse se retrancher est le Rhin.

La chasse aux Boches

Du front britannique, 6 novembre. — C'est, à n'en pas douter, la poursuite, une poursuite implacable et d'une rapidité déconcertante à laquelle se livrent depuis trois jours les quatre armées de Horne, Hoguey, Rawlinson et Debeney. On ne prend que le temps d'amener les canons et leurs munitions, et l'on repart en avant. C'est ce qu'on a fait ce matin. Le temps était et demeure exécrable. L'ennemi le plus redoutable n'est plus le Boche, mais la boue. Admirons de toute l'ardeur de nos âmes le cran de ces soldats britanniques et français qui savent demeurer pareils à eux-mêmes et gagner du terrain, même quand ce terrain se dérobe sous leurs pieds.

Mais la poursuite est une chose tellement émouvante, enivrante! Bousculer un ennemi naguère si redoutable, lui rafler en chemin des hommes, des canons, des mitrailleuses à n'en savoir que faire, sentir que l'on approche de lieux fameux pour y prendre des revanches : Sedan, Mons, Charleroi. Le fait est que l'on y touche presque. L'ennemi fait sauter les ponts de chemins de fer à l'est de Mons et de Charleroi, ce qui indique : 1. qu'il a écoulé son gros matériel, et 2. qu'il désespère de se ressaisir avant longtemps.

Plus ils marchent, plus nos soldats veulent diminuer la résistance. Le Boche se défend avec ses mitrailleuses et ses canons légers. L'infanterie s'évanouit; sans doute, elle gagne à grandes étapes des lignes de défenses lointaines et problématiques. Ce n'est pas encore la déroute, mais c'est le désordre, et si le temps devenait propice, notre aviation dissiperait rapidement la nuance.

Ils continuent pillages et atrocités

LE GENERAL VON OSTROWSKY CHEF DE BANDE

Front belge, 7 novembre (soir). — A l'heure même où l'Allemand sait qu'il est battu, il reste la brute, comme l'a qualifié le ministre anglais M. Balfour. Quelques jours après avoir solennellement pris l'engagement envers le président Wilson et le monde de respecter le civil, de cesser les pillages, Deynze a été systématiquement pillée par les Bavarois. Le principal coupable et l'instigateur du nouveau forfait est le général von Ostrowsky. C'est là un nom qu'il faut ajouter à la trop longue liste des misérables qui doivent payer, s'il existe une justice. Deynze a été évacuée vendredi matin.

A la meunerie, les Allemands ont amené un train de huit wagons sur lesquels ils ont empilé toute la farine fine entreposée là par la commission américaine de secours For Relief pour le ravitaillement civil. Les Allemands ont emporté ainsi pour un demi-million de dollars d'approvisionnements : 24,000 kilos de saindoux, 9,000 kilos de porc salé, laissant seulement le grain grossier. La discipline avait complètement disparu. Les soldats agissaient absolument à leur guise; les officiers n'osaient d'ailleurs pas leur donner d'ordres.

Toute une rue de Courtrai a flambé, les maisons sont réduites en cendres; 34 civils ont été ainsi brûlés vifs, 129 autres ont été tués par des obus que les Allemands ont lancés sur la ville dès qu'ils l'eurent quittée. Avant de se retirer, les Boches ont rassemblé environ 200 jeunes gens qu'ils ont emmenés, mais ceux-ci ont racheté en route leur liberté en payant aux soldats de 2 à 5 marks.

COMMUNIQUÉS OFFICIELS

FRANÇAIS. - Du 6 novembre (23 heures).

Nos troupes infatigables ont continué à poursuivre l'ennemi pendant toute la journée. Sur le large front compris entre la Sambre et la Meuse, nos armées, brisant les résistances locales, ont réalisé une avance importante qui dépasse dix kilomètres en certains points et libéré de nombreuses localités avec leur population civile.

L'ennemi harcelé par nos avant-gardes a été contraint d'abandonner au cours de sa retraite précipitée, des canons et un matériel considérable impossible à dénombrer. Partout des prisonniers sont restés entre nos mains.

A L'EST DE LA SAMBRE, nous avons atteint les lisières est des FORETS DE NOUVION et de REGNAVAL.

Plus au sud, nous avons pris FONTAME-LES-VERVINS et la ville de VERVINS, au nord de laquelle progressent nos éléments avancés.

Au delà de la SERRE, nous tenons HARY et la CORRERIE. Plus à l'est, après avoir enlevé MONTCORNET, nous avons poussé nos lignes au delà de LE HOCQUET, RENNEVAL et DOLIGNON.

Le corps italien opérant en liaison étroite avec nos troupes a franchi de vive force le HURTAUT et conquis malgré la résistance opiniâtre de l'ennemi ROZOY-SUR-SERRE.

Sur le front au NORD DE L'AISNE, nos troupes sont à plus de douze kilomètres au nord de CHATEAU-PORCIEN sur la ligne générale LAHARDOYE, lisière sud de CHAUMONT-PORCIEN, DOUMELY, BEGNY, HERPIGNY et la voie ferrée de Rethel à Liart.

La ville de RETHEL est tombée en notre pouvoir.

Poussant plus au nord avec un entrain admirable, nos troupes ont atteint vers seize heures le village de DYONNE, à six kilomètres au nord de RETHEL. Dans cette région, nos cavaliers ont chargé et pris une batterie de 77 et une batterie de 105, faisant prisonniers trois officiers, des canonniers et capturant des attelages.

Vers la droite, nous progressons sur la ligne générale VAUZELLES-AUBOUCOURT, VAUZELLES-SORCY, BANTHEMONT, ECORDAL, à six kilomètres au nord d'ATTIGNY, GUINCOURT, JONVAL, CHAGNY-LES-MONTS, CHAGNY-LES OMONT.

Dans la région à l'ouest de la Bar, après avoir conquis VENDRESSE et le pays boisé au nord, nous avons porté nos lignes jusqu'à OMICOURT, qui est à nous.

Rethel, sous-préfecture des Ardennes, sur l'Aisne, comptait 5,000 habitants avant la guerre.

Mézières est à 40 kilomètres au nord-est de Rethel.

Vervins (Aisne) est une petite ville de 3,500 habitants située à 37 kilomètres au nord-nord-est de Laon et à 16 kilomètres d'Hirson. La frontière est à 20 kilomètres à l'est.

Sa situation stratégique a de la valeur. Ancienne capitale de la Thiérache, elle fut déjà prise en 1521 par les Impériaux et brûlée. Turenne nous la rendit.

En 1598, Henri IV et Philippe II d'Espagne y signèrent la paix de Vervins.

FRANÇAIS. - Du 7 novembre (14 heures).

La poursuite a repris ce matin sur l'ensemble du front.

Nous avons progressé à l'est des forêts de NOUVION et de REGNEVAL, au NORD DE LA SERRE et de l'AISNE.

A notre droite, nos éléments de cavalerie poussent en direction de la Meuse.

BRITANNIQUE. - Du 6 novembre (soir).

Durant la journée nous avons progressé sur tout le front de bataille malgré une pluie violente et continuelle. De vifs combats ont eu lieu en divers points contre les arrière-gardes allemandes. Nous avons fait quelques centaines de prisonniers.

A notre droite, nos troupes en progressant se sont emparées de CARTIGNIES et de MARBAIX. Au centre, chassant l'ennemi de ses positions de défense hâtivement établies sur la rive est de la Sambre, nous avons traversé la rivière près de BERLAIMONT et nous avons pris LEVAL et AULNOYE en y faisant des prisonniers.

L'important embranchement d'Aulnoye est en notre possession.

Plus au nord, nous avons traversé la route d'AVESNES à BAVAI, à l'est de la forêt de MORMAL, et atteint le chemin de fer au sud et à l'ouest de BAVAI, où de vifs combats sont en cours aux abords immédiats de la ville.

Nous avons nettoyé la rive ouest de LAUNELLE vers le nord jusqu'à ANGRE, où l'on se battit durement toute la journée. Dans cette localité, l'ennemi s'est opposé à notre avance avec opiniâtreté et a lancé deux contre-attaques d'ailleurs vaines.

Sur la gauche, les troupes canadiennes ont continué leurs progrès à l'est de l'Escaut en s'emparant de BAISIEUX et de QUIEVRECHAIN.

BRITANNIQUE - Du 7 novembre (après-midi).

Notre progression sur le front de bataille a continué hier soir.

Nos troupes se sont emparées de DOMPIERRE et MONCEAU-SAINT-VAST et ont atteint et dépassé la ligne AVESNES-ROUTE DE BAVAI, entre MONCEAU-SAINT-VAST et la ligne de chemin de fer au sud de BAVAI.

Une contre-attaque au cours de la soirée au sud-est de BAVAI a été repoussée avec lourdes pertes pour l'ennemi, et notre ligne a été avancée.

Hier au soir, à la suite des combats aux environs d'ANGRE, nos troupes ont pris possession de ce village et se sont avancées jusqu'aux hauteurs à l'est.

Plus au nord, nous avons atteint les abords de QUIEVRAIN et de CRESPIN.

Hier, au cours d'engagements heureux au sud-ouest de TOURNAI, nous avons fait plus de 50 prisonniers.

AMÉRICAIN. - Du 6 novembre (après-midi).

ENTRE LE BAR ET LA MEUSE, la 1re armée américaine a poursuivi son avance en direction du nord, malgré une forte résistance.

Nos troupes sont dans le BOIS DU FOND DE LIMON d'où la ligne s'étend par FLABA, MAISONCELLE et CHEMERY.

Sur la LIGNE DE LA MEUSE, que nous tenons maintenant depuis le BOIS DE L'HOSPICE inclus jusqu'à SASSEY, sur les HAUTEURS A L'EST DE MILLY, puis de là jusqu'à DUN-SUR-MEUSE, il y a eu une dure lutte d'artillerie et de mitrailleuses pendant la nuit.

Des unités franco- américaines opérant dans un terrain difficile, à l'EST DE LA MEUSE, contre des positions tenues depuis longtemps par l'ennemi sur le front LIVRY-BOIS DE LA GRANDE MONTAGNE, livrent de durs combats.

Au cours d'heureux engagement aériens, hier après-midi, trois nouveaux aéroplanes ennemis ont été descendus. Tous nos appareils sont rentrés.

NOTE. — **Chemery**, atteint par les troupes américaines, n'est qu'à douze kilomètres de Sedan.

AMÉRICAIN. - Du 6 novembre (21 heures).

La 1re armée américaine a réalisé des gains importants sur LES DEUX RIVES DE LA MEUSE.

A L'EST DE LA MEUSE, nos troupes ont progressé sur une profondeur de plus de quatre kilomètres. Ni l'extrême difficulté qu'offrait le terrain ni l'arrivée de deux divisions fraîches hâtivement amenées par l'ennemi n'ont pu retarder notre avance. Sur LA COTE SAINT-GERMAIN, toutefois, l'ennemi a défendu ses positions avec une obstination toute particulière et nous n'avons pu les conquérir que par un violent combat. Près des MURVAUX, nous nous sommes emparés de la COTE 284 et de FONTAINES.

Le combat continue, l'ennemi fait des efforts désespérés pour maintenir ses dernières positions sur les hauteurs de la Meuse qu'il tient depuis 1914.

A L'OUEST DE LA MEUSE, l'adversaire de nouveau n'a pas pu retarder notre rapide avance sur la rive. Nous avons conquis MONTRY et MONT-DE-BRUNE et nous avons atteint les abords ouest de MOUZON.

Plus à l'ouest, notre ligne passe par AUTRECOURT et la FERME DE BEAUMESNIL jusqu'à CONAGE. Nous nous sommes emparés de BUSSON, HARAUCOURT et de l'importante position de RAUBOUN-RAUCOURT.

Depuis le 1er novembre, début de notre attaque, vingt-deux divisions ennemies ont été identifiées sur notre front entre la Meuse et l'Argonne.

Nos avions de chasse ont lancé une tonne d'explosifs sur d'importants croisements de routes que l'ennemi utilisait pour sa retraite.

Sept avions ennemis ont été abattus durant la journée. Deux des nôtres ne sont pas rentrés.

BELGE. - Du 6 novembre (soir)

Sur le front belge, la situation est inchangée.

Activité de l'artillerie ennemie sur nos communications et tirs de mitrailleuses sur nos avancées.

Déclarations du général Pershing

Front américain, 6 novembre. — Le général Pershing, commandant en chef des forces américaines en France, a fait aux correspondants de guerre français accrédités auprès des armées l'honneur de les recevoir ce matin.

Il a rendu hommage aux soldats français, et s'est hautement félicité de sa fraternité avec le soldat américain.

Le général a ajouté : « Nous sommes fiers, nous autres Américains, d'avoir dans la grande armée interalliée donné notre concours sans restriction et de porter quotidiennement de rudes coups à l'ennemi.

» Nous sommes remplis d'espérance quant à l'issue des opérations. Sous notre pression nous sentons faiblir l'Allemand, qui ne peut empêcher la méthodique exécution de nos plans. Les excellentes journées que nous venons de vivre en sont la preuve; elles ne manqueront certainement pas de hâter le dénouement. »

En termes très clairs, il leur a retracé ensuite les opérations victorieuses qui viennent de se dérouler sous son haut commandement, précisant ses explications par schéma dessiné en quelques traits de la pointe d'un crayon à même la table.

Il a démontré les heureux effets de l'action engagée en communion intime avec l'armée Gouraud, et dont le développement normal permet de prévoir les plus heureux et les plus rapides résultats pour le succès final des alliés.

Vers l'Armistice allemand

Le Chancelier adresse au peuple une adjuration au calme
Il annonce l'envoi de plénipotentiaires au front

Comment furent arrêtées les conditions d'armistice

Paris, 7 novembre. — Le 4 octobre, à la suite de la constitution du ministère « démocratique » du chancelier Max de Bade, le gouvernement allemand avait fait remettre au président Wilson par l'intermédiaire de la Suisse une demande d'armistice et « d'ouverture de négociations de paix ».

L'Allemagne prétendait accepter comme bases de la paix les principes formulés par M. Wilson dans son Message du 8 janvier 1918 et dans ses déclarations ultérieures. M. Wilson, ayant répondu que le gouvernement allemand devait accepter ces principes non comme « bases de discussion », mais comme « bases de la paix », seuls les détails d'application devant être discutés, l'Allemagne acquiesça à cette demande.

M. Wilson fit alors observer qu'il ne pouvait que transmettre la demande d'armistice à ses « associés », qui diraient à quelles conditions et dans quelles formes elle pourrait être accueillie. Le conseil interallié de Versailles, auquel participa pour les Etats-Unis le colonel House, arrêta alors une ligne de conduite ces jours-ci et transmit au président Wilson le mémorandum exposant le point de vue des alliés.

A peine le président Wilson avait-il reçu communication des conditions de l'armistice préparé à Versailles, qu'il leur donnait son adhésion, et les transmettait en faisant connaître au gouvernement allemand que s'il voulait connaître les conditions, il n'avait qu'à les demander au maréchal Foch, qui est maintenant le généralissime sur tous les fronts.

A peine la Note était-elle parvenue à Berlin qu'avec une hâte confinant à la précipitation, le gouvernement allemand mettait en route ses délégués, chargés d'aller demander les conditions de l'armistice!

Le choix de deux au moins des négociateurs est fort impertinent : l'un, l'amiral von Hintze, ancien secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, un des protagonistes ardents de la guerre sous-marine et du pangermanisme; l'autre, le général von Winterfeld, dirigeait ces temps derniers encore le service allemand d'espionnage contre la France à Saint-Sébastien.

Il se passera pour eux ce qui s'est passé pour les Autrichiens sur le front italien. Ils se présenteront à nos lignes ou à celles de nos alliés, et on les conduira auprès des officiers que le généralissime Foch aura désignés pour leur communiquer les conditions de l'armistice.

Comme pour l'Autriche, comme pour la Turquie, comme pour la Bulgarie, les conditions forment un bloc; et les Allemands, en étudiant ce qui a été exigé de l'Autriche : garanties militaires et territoriales, livraison d'une partie de la flotte, restitution sans réciprocité des prisonniers alliés, se doutent déjà d'une manière générale de ce qui leur sera demandé. Leurs journaux ne prévoient-ils pas comme fatale l'occupation de Strasbourg par nos troupes?

Que feront les gouvernants de l'Allemagne? Se décideront-ils tout de suite? Leur situation militaire autant que leur situation intérieure le leur conseille. S'ils reculent, ce sera pour mieux sauter.

APPEL
du gouvernement allemand au peuple

Berne, 7 novembre. — Le chancelier d'empire vient de publier, à la date du 6 novembre, la proclamation suivante adressée au peuple allemand :

Le président Wilson a répondu aujourd'hui à la Note allemande, en disant que ses alliés ont approuvé, à l'exception de la liberté des mers, les 14 points par lesquels il a résumé ses conditions de paix en janvier dernier. Il ajoute que les conditions d'armistice seront communiquées par le maréchal Foch.

Les conditions nécessaires pour entamer les négociations de paix et d'armistice se trouvent dès maintenant réunies. Pour mettre fin au massacre, une délégation allemande a été chargée de conclure l'armistice et d'entamer les négociations en faveur de la paix. Cette délégation est partie pour le front occidental.

Le succès de ces négociations serait gravement compromis par des troubles et le manque de discipline.

Pendant plus de quatre années, le peuple allemand a supporté, dans la concorde et dans le calme, les souffrances et les lourds sacrifices de la guerre. A l'heure décisive, au moment où l'union absolue du peuple allemand peut détourner de grands dangers pour son avenir, si les énergies intérieures de la nation lui faisaient défaut tout à coup, les conséquences en seraient incalculables.

Le maintien de l'ordre et d'une discipline librement consentie est, dans ces heures décisives, une nécessité absolue dont tout gouvernement démocrate doit faire un devoir à la nation.

Que chaque citoyen prenne donc conscience de la haute responsabilité qu'il a envers le peuple en se soumettant à son devoir.

Une menace de la Bavière à l'Allemagne (?)

Berne, 7 novembre. — On croit savoir que M. Dinda, président du conseil de Bavière, aurait adressé au gouvernement allemand, au nom du gouvernement bavarois, une Note d'un caractère particulièrement pressant pour lui faire savoir que si l'armistice n'était pas conclu sans délai, il se verrait obligé de donner officiellement aux troupes bavaroises sur le front l'ordre de réintégrer immédiatement la Bavière.

Ces mesures, préciserait cette Note, sont nécessitées par la menace militaire exercée sur la frontière du sud par les alliés, ainsi que par la situation intérieure.

« *Nous sommes vaincus !* »

Zurich, 7 novembre. — L'Allemagne n'a plus aucune illusion. Des articles tels que celui publié par la « Volkswacht » de Dantzig et autorisé par la censure montrent que le peuple se rend parfaitement compte de la situation, et en majorité se résigne :

« En continuant la guerre pendant trois mois encore, nous aurons au moins 100,000 morts de plus, et nous n'aurons rien gagné. Nous n'avons rien à gagner à la continuation de la guerre; au contraire nous risquons l'invasion de l'ennemi et notre effondrement total. Les conditions de nos adversaires seront alors encore plus dures, et personne n'osera affirmer que notre rétablissement sera plus facile. Il ne nous reste donc rien autre chose à faire que de reconnaître et d'avouer que nous sommes vaincus et de signer la paix que nous dictent nos vainqueurs. Continuer la guerre, c'est folie, quels que soient les projets de nos adversaires. Le peuple allemand doit se déclarer vaincu. Il a fait des sacrifices uniques dans l'histoire; mais devant la fin imminente, irrévocable, il lui faut s'incliner. »

L'agitation augmenterait en Allemagne

Copenhague, 7 novembre. — Le mouvement révolutionnaire croît d'heure en heure en Allemagne. Des bagarres ont éclaté dans plusieurs villes. Le « Vorwaerts » considère que la situation est extrêmement critique (Daily Mail).

Demande de nouveaux crédits militaires

Bâle, 6 novembre. — Le gouvernement allemand a déposé sur le bureau du Reichstag une nouvelle demande de crédits de guerre de quinze milliards.

HINDENBURG CONVOQUE LES MEMBRES DU REICHSTAG AU FRONT

Bâle 6 novembre. — Selon la « Gazette de Francfort », un certain nombre de députés de la majorité du Reichstag ont été invités par Hindenburg à venir sur le front. Ils verront ainsi de leurs yeux la situation et s'entretiendront avec les soldats des changements qui sont survenus à l'intérieur de l'Allemagne.

HAASE PART POUR KIEL Y PRECHER L'EMEUTE

Amsterdam, 7 novembre. — Le socialiste indépendant Haase est arrivé à Kiel « pour y prêcher aux marins l'Evangile de l'émeute et de la violence ».

LES SOCIALDEMOCRATES EXIGENT LA FIN DE LA GUERRE A TOUT PRIX

Amsterdam, 7 novembre. — M. Ebert, président du parti socialdémocrate, a informé le gouvernement allemand au nom de son parti que les socialdémocrates exigent la fin de la guerre à n'importe quelles conditions. L'Allemagne, disent-ils, est aujourd'hui bloquée par ses ennemis et menacée de toutes les horreurs de la guerre chez elle. C'est seulement en abandonnant toute illusion de défense nationale qu'il est possible de sauver quelque chose de la patrie allemande.

L'ALLEMAGNE DU SUD APPREHENDE L'INVASION

Amsterdam, 7 novembre. — Les conditions de l'armistice accordé à l'Autriche ont causé à Berlin une grande consternation. Ce qui inquiète l'opinion est la clause qui permet aux alliés d'employer le territoire autrichien comme base d'opérations militaires. Pour apaiser l'alarme, le gouvernement a publié une déclaration disant qu'il n'y a aucun danger pour la Bavière. Malgré cette déclaration, l'Allemagne du Sud est à l'état de panique. Le bruit que les avant-gardes alliées ont été aperçues sur la frontière bavaroise fait trembler les Munichois.

La réponse de M. Wilson

Appréciations anglaises

Londres, 7 novembre. — Les journaux font ressortir que la réponse du président Wilson à l'Allemagne écarte tout doute qui pourrait exister sur la possibilité pour l'Allemagne d'échapper au châtiment en essayant d'obtenir une paix sans indemnités. Ils déclarent également qu'il n'y aura pas de désaccord sur la liberté des mers; mais ils sont d'avis que les hommes d'Etat de la Grande-Bretagne ne consentiront jamais à diminuer la puissance maritime britannique.

Ce que disent les Journaux

Paris, 7 novembre.

L'ALLEMAGNE ET L'ARMISTICE

Pertinax (**Echo de Paris**) relève la hâte fébrile avec laquelle le gouvernement allemand a répondu à la Note de M. Wilson et des alliés :

« Semblable célérité ne peut être expliquée que par de graves événements survenant aussi bien sur le front extérieur que sur le front intérieur de l'Allemagne. Nous le saurons avant peu. »

Saint-Brice, du **Journal**, est frappé par ce fait :

« Nous trouvons dans la liste des quatre délégués publiée par les journaux allemands deux noms personnifiant cette caste d'hommes sans foi et sans scrupules qui ont été les mauvais génies de l'Allemagne. Est-ce une dernière manifestation de forfanterie? Est-ce intention de réserver l'humiliation suprême à ceux dont les fautes ont provoqué le désastre? »

Le présent armistice, tel qu'il a été formulé par amour de la paix, et sur la demande instante de l'Allemagne, est la dernière possibilité donnée à l'ennemi d'éviter l'invasion de l'empire. Aussi, dit le **Matin** :

« Les représentants de l'Entente refuseraient vraisemblablement d'offrir une seconde fois cette occasion à un adversaire que nous avons la certitude de pouvoir écraser complètement. »

Une théorie est complaisamment développée par nos socialistes, ceux qui veulent retrouver le plus vite possible les « camarades » d'outre-Rhin; théorie qui veut nous suggérer la crainte de pousser l'Allemagne à bout? Qu'est devenue cette théorie? demande M. Alfred Capus (**Figaro**) :

« Elle s'est brisée contre la réalité; elle faisait partie du lot d'idées fausses qui ont failli nous coûter si cher, qui ont failli nous coûter la victoire et sauver l'ennemi du désastre. »

LA RETRAITE ALLEMANDE

Après les événements de ces dernières quarante-huit heures, il apparaît au lieutenant-colonel Fabry (**Oui**) que cette fois l'armée allemande est bien engagée dans une retraite qui ne paraît plus pouvoir être arrêtée qu'au delà de la Meuse, sur la ligne générale Mézières-Namur-Charleroi-Tournai-Anvers :

« Les armées allemandes sont, dès à présent, séparées par la Sambre en deux grands groupements : l'un, au nord de la rivière, ira passer la Meuse en aval de Namur; l'autre, au sud, devra la passer entre Mézières et Namur. La retraite du premier groupe sera facilitée par la densité du réseau routier et la richesse du réseau ferré de Belgique. Au contraire, le repli du groupe du sud de la Sambre apparaît comme une opération difficile. Ici, les chemins de fer sont à peu près inexistants et les grandes routes rares. Les armées allemandes, contraintes à s'engager, à la saison des pluies, dans cette région boisée et tourmentée, sont obligées de régler minutieusement leurs mouvements aux grands carrefours de Beaumont, de Chimay, de Rocroi et de Mézières. Elles ne peuvent espérer l'accélérer. Cependant, elles sont dans l'obligation de continuer, sans arrêt prolongé, à reculer jusqu'au delà de la Meuse, parce qu'elles ont tout juste le temps de le faire en bon ordre, et que notre apparition à un des carrefours en question ruinerait définitivement les calculs de leurs états-majors. A ce moment, si les événements de la bataille à l'ouest de la Meuse n'ont pas définitivement compromis la solidité du front ennemi en retraite, il sera intéressant de regarder vers l'est.

» Les économies de forces que l'Entente fait sur un front de combat qui diminue chaque jour d'étendue, lui permettront sans doute de développer ces succès et de faire tomber la ligne de la Meuse, prise à revers. »

Un Ultimatum
de la Pologne à l'Allemagne

Zurich, 7 novembre. — Le 2 novembre, le nouveau gouvernement polonais, présidé par M. Swiezinsky, a adressé au gouvernement allemand une Note verbale très énergique exigeant :

1° L'évacuation de toutes les troupes allemandes encore en Pologne;

2° La remise du pouvoir aux autorités polonaises;

3° La remise des chemins de fer, des postes, télégraphes et téléphones jusqu'au 15 novembre au plus tard;

4° La remise de toutes les mines et machines industrielles;

5° La cessation de toute réquisition et exportation en Allemagne;

6° Restitution de 4.000 tonnes de céréales expédiées cette année de Pologne en Allemagne;

7° Remise de tout le matériel roulant actuellement en Pologne.

D'autre part, le nouveau gouvernement polonais exige la mise en liberté sans conditions du généralissime Pidsulski, interné en Allemagne.

Le gouvernement de Varsovie décline toute responsabilité quant aux conséquences d'un refus de la part de Berlin et ne garantit plus la sécurité des autorités d'occupation allemandes en Pologne.

Les relations germano-polonaises sont très tendues.

La presse allemande prévoit la guerre avec la Pologne

Zurich, 7 novembre. — Les journaux berlinois affectent une grande inquiétude et déclarent que la Pologne a hâte de mettre sur pied d'importants contingents qui entreprendront de libérer les Polonais de Prusse.

La débâcle autrichienne

Weckerlé est arrêté, Berchtold en fuite

Zurich, 7 novembre. — L'ancien président du conseil Weckerlé et les anciens ministres Vaszonyi et Sterenyi, auxquels le peuple voulait faire un mauvais parti, ont été arrêtés par le Conseil national et internés en lieu sûr. Berchtold et Windischgraetz, deux des auteurs responsables de la catastrophe austro-hongroise, se sont enfuis et sont arrivés à Berne, où ils se livrent à mille intrigues contre Karolyi et envoient en Autriche-Hongrie des agents provocateurs abondamment munis d'argent.

Conférences aux soldats hongrois

Bâle, 6 novembre. — On mande de Budapest, à la date du 6 novembre

« Le ministre de la guerre von Lindener se rendra, avec des officiers et des journalistes, sur le front pour faire des conférences aux soldats sur le nouvel ordre de choses en Hongrie. »

8 milliards de matériel abandonné aux alliés

Bâle, 7 novembre. — Les « Dernières Nouvelles de Munich » évaluent à huit milliards le matériel de guerre et la flotte abandonnés aux alliés d'après les termes de l'armistice

Voulez-vous profiter d'un taux d'intérêt exceptionnel ? 5,65 %, exempt d'impôt, Hâtez-vous de souscrire à l'Emprunt de la Libération !

Pour l'Armistice

Les délégués allemands sont partis de Berlin

Bâle, 6 novembre. — On mande de Berlin, 6 novembre (officiel) :

La délégation allemande chargée de conclure un armistice et d'entamer des négociations de paix est partie de Berlin aujourd'hui après-midi pour le front occidental.

C'est le général von Winterfeld qui conduira les pourparlers d'armistice

Berne 5 novembre. — La « Gazette de Francfort » apprend de Berlin qu'une commission a été nommée pour conduire les négociations d'armistice sur le front occidental.

Cette commission est composée du général von Gundell, délégué militaire à la Conférence de la Paix de la La Haye ; du général von Winterfeld, de l'amiral von Meurer et de l'amiral von Hintze, ancien secrétaire d'Etat aux affaires étrangères.

Bâle, 5 novembre. — On mande de Berlin : La « Germania » annonce que le général von Winterfeld, ancien attaché militaire à Paris, conduira les pourparlers d'armistice sur le front occidental pour l'Allemagne.

Le général von Winterfeld a été pendant longtemps attaché militaire à l'ambassade d'Allemagne à Paris. On se souvient que lors des grandes manœuvres de 1913, le général Winterfeld, qui n'était alors que colonel, fut victime d'un grave accident d'automobile, qui mit ses jours en danger pendant quelque temps. Il témoigna hautement de sa reconnaissance pour les soins qui lui furent prodigués par les médecins militaires et civils, et pour la sympathie que lui témoigna la population de la petite ville de Grisolles (Tarn-et-Garonne), où il fut soigné, ce qui n'empêcha pas le général de passer en Espagne à la déclaration de guerre, et bien qu'encore convalescent, de prendre la direction du service de propagande et d'espionnage à Saint-Sébastien.

L'amiral Hintzè est de la même école ; mais comme aventurier il est d'une autre envolée. Capitaine de vaisseau attaché à la personne de Nicolas II, comme aide de camp du kaiser, il noua, avec de hautes personnalités russes, les relations perfides qui préparèrent l'effondrement de l'empire. De 1912 à 1914, il fut ministre à Mexico et soutint Huerta dans sa lutte contre les Etats-Unis. La guerre éclata, le gouvernement allemand l'envoya à Pékin. Il traversa le Pacifique déguisé en soutier, pour échapper aux croiseres anglaises. Il organisa une expédition pour faire sauter les tunnels du Transsibérien. L'entrée en guerre de la Chine l'obligea à fuir. Il trouva encore moyen de regagner Berlin juste à point pour prendre à Christiania la succession d'un service de transports d'explosifs par la valise diplomatique. Hintze devint au ministère des affaires étrangères le porte-drapeau des pangermanistes. Voilà les deux chefs des parlementaires allemands. Les autres seront simplement conseillers.

La levée en masse en Allemagne

Zurich, 6 novembre. — Les feuilles pangermanistes annoncent que la levée en masse est décidée.

Le kaiser sur le front des Flandres

Amsterdam, 6 novembre. — Karl Ronner écrit dans le « Lokal Anzeiger » du 5 novembre :

« Le kaiser a visité les divisions des Flandres le 4 novembre. Les troupes lui ont fait partout un accueil enthousiaste ».

L'armistice autrichien

Les troupes italiennes occupent le territoire cédé par l'armistice

Rome, 6 novembre (officiel).

Le 4 novembre, à quinze heures, nos troupes avaient atteint Sluderno (Schlugern), dans le val Venosta (Adige supérieur), la passe de la Mendola et la gorge Salorno, la vallée de l'Adige, Cembra, dans le val d'Avisio, Levico, dans le val Sugana, Fiera du Primiere dans le val Cismon, Pontebba, Plezzo, Tolmino, Gorizia, Cerignano, Aquija et Grado.

Les déplacements établis par les clauses de l'armistice avec l'Autriche-Hongrie sont en cours.

Aucun événement de guerre n'a eu lieu dans la journée d'hier.

Les troupes de l'Entente franchissent les lignes austro-hongroises

Amsterdam, 6 novembre. — On mande de Vienne :

D'accord avec le commandement supérieur austro-hongrois, les troupes de l'Entente ont franchi les lignes austro-hongroises en plusieurs endroits, de manière à couper le passage aux troupes qui n'avaient pas encore pris la fuite, et à empêcher ainsi toute nouvelle débandade et à permettre que les troupes soient renvoyées en groupe dans leurs foyers.

L'ALLEMAGNE rompt avec la Russie

Bâle, 6 novembre. — On mande de Berlin (officiel) :

« Le gouvernement allemand a demandé des garanties au gouvernement russe pour que désormais aucune espèce d'agitation révolutionnaire ou de propagande contre les institutions de l'Etat ne soit tolérée en Allemagne de la part des représentants diplomatiques russes et pour que les auteurs de l'assassinat du comte Mirbach non encore punis, reçoivent un châtiment mérité.

» *Le gouvernement russe a été prié, en attendant la réalisation de ces exigences, de rappeler tous ses représentants diplomatiques en Allemagne. Tous les représentants officiels allemands en Russie ont été également rappelés.* »

La débâcle autrichienne

Les pangermanistes demandent l'abdication de Charles Ier

Amsterdam, 6 novembre. — Les journaux pangermanistes sont d'accord pour demander l'abdication immédiate de l'empereur Charles qu'ils accusent de félonie à l'égard de l'Allemagne et du germanisme. Un journal affirme que si la frontière est violée, le germanisme recevra un coup dont il ne se remettra jamais.

Les Autrichiens de Galicie capitulent devant les Polonais

Amsterdam, 6 novembre. — On mande de Varsovie :

« L'établissement d'un gouvernement polonais en Galicie a été marqué par d'imposantes manifestations nationalistes.

» A Cracovie, les drapeaux et les emblèmes autrichiens ont été enlevés des édifices publics ; les drapeaux polonais ont été hissés à leur place.

» Les troupes autrichiennes ont capitulé et consenti aux conditions déterminées par la commission de liquidation polonaise. Les officiers ont été internés, les soldats polonais ont été retirés de leurs unités et ont reçu des cadres polonais.

» L'administration des chemins de fer de Galicie a passé à la commission de liquidation.

LES SERBES dans les pays yougo-slaves

Salonique, 4 novembre.

Nos troupes exécutent des mouvements prescrits dans le BANAT, en CROATIE, en BOSNIE et dans tous les autres pays yougo-slaves.

Le peuple organise des manifestations enthousiastes, exprimant sa joie pour la liberté, l'unité nationale et acclamant le roi Pierre.

Un nombre considérable de nos prisonniers et internés civils sont rentrés d'Autriche-Hongrie.

A LA CHAMBRE

La division de la France en régions

Paris, 6 novembre. — La Chambre poursuit la discussion de l'interpellation de M. Victor Peytral sur les mesures que compte prendre le ministre de l'intérieur pour faire cadrer le réforme administrative avec la division de la France en régions que poursuit le ministre du commerce.

M. Valière (Haute-Vienne), socialiste, estime que la réforme administrative peut attendre, mais que la réforme économique est urgente. La grosse question, c'est de redonner du travail aux ouvriers des usines de guerre qui ont changé de métier et devront retrouver leur occupation antérieure.

M. Valière veut une réforme faite sur des bases bien plus larges que celles du projet gouvernemental.

M. Jean Hennessy énumère les divers projets de décentralisation déposés dans cette législature. Ils aboutissent tous à la création de la région qui, du côté de l'Etat comme de la vie provinciale, devient une nécessité.

M. Jean Hennessy estime que le projet de M. Clémentel, qui a consulté les Chambres de commerce, ne suffit pas à créer le régionalisme. Les lois actuelles ne permettent pas, en effet, aux Chambres de commerce de participer à l'administration du pays.

M. Hennessy pense que le plus sage est de superposer la division régionale aux départements actuels.

M. Lefas estime que la région doit être un groupe d'arrondissements relié au port ou au centre de voies ferrées qui lui convient le mieux.

M. Ernest Lafont (Loire) ne croit pas possible de scinder l'organisation politique et l'économique. Mieux vaut rester dans le cadre du département. Il ne consent nullement à soumettre la souveraineté des Conseils généraux élus à des délibérations communes avec les Chambres de commerce.

Incidemment, l'orateur déclare qu'on ne peut faire les prochaines élections au scrutin d'arrondissement. (Applaudissements.) La prochaine Chambre aurait ainsi plus d'autorité pour faire la réforme administrative.

M. Gaston Treignier (Creuse) pense que dans les circonstances actuelles, on ne peut délimiter ni les régions économiques, ni les régions admnistratives, puisque nous sommes dans une période d'évolution.

M. Gér Gérald regrette que dans cette question on ait oublié de consulter les Conseils généraux, qui légalement ont le droit de donner leur avis dans les enquêtes économiques, ou qu'on l'ait fait tardivement.

M. Pams, ministre de l'intérieur, répond qu'on avait besoin de connaître les bases de la loi à l'étude. C'est pourquoi on n'a pu consulter les Conseils généraux que tardivement. La discussion académique d'aujourd'hui prouve que les régions ont maintenu leur originalité ancienne.

Je suis interpellé aujourd'hui pour savoir si j'interviendrai dans un acte accompli par le ministre du commerce, qui a voulu créer un organisme économique dans les circonstances actuelles. Je pense qu'il a bien fait de mettre en contact tous ceux qu'intéressait la situation actuelle. Devant les difficultés juridiques, il s'est contenté de grouper les Chambres de commerce.

Si le ministre du commerce dépose un projet de loi, le ministre de l'intérieur défendra à ce moment les droits des communes. Nous serons prêts à discuter le projet de M. Hennessy, transformé par la commission d'administration générale, lorsqu'on le mettra à l'ordre du jour. Nous consulterons alors les Conseils généraux, et, en attendant, comme conclusion à l'interpellation de M. Peytral, nous demandons l'ordre du jour pur et simple. (Applaudissements.)

Après observations de **MM. Grousseau, Peytral, Rozier, Mauger**, l'ordre du jour pur et simple est adopté.

La séance est levée à 6 h. 25.

Prochaine demain matin à 9 h. 30.

BORDEAUX

1

Il y a un an

8 NOVEMBRE 1917

Les premiers ministres d'Italie, d'Angleterre et de France se sont réunis, du 5 au 8 novembre, dans des conférences tenues à Rapallo, et ont décidé la création d'un comité militaire interallié, dont le siège sera à Versailles.

A Pétrograd, les maximalistes se sont emparés du bureau central du télégraphe, de la Banque d'Etat et du palais du Parlement. Kerensky s'est réfugié chez les troupes encore fidèles au gouvernement provisoire.

LA GRIPPE et la fermeture des théâtres

Nous avons reçu dans nos bureaux une délégation des artistes bordelais, composée de MM. Boulogne, Ferran et Perny, qui nous ont exposé les doléances de leurs camarades, — surtout des petits emplois, — cruellement atteints par la fermeture des théâtres, suggérée par le conseil d'hygiène, en raison de l'épidémie de grippe.

Les arguments que font valoir les artistes sont les suivants : la grippe sévit à Paris et dans d'autres grandes villes, où les théâtres continuent à jouer. D'autre part, des lieux de réunion restent ouverts le jour et le soir à Bordeaux, sans être mis à l'index, bien que les dangers de contagion y soient également à redouter — en principe. Enfin, les mesures de contrôle et d'assainissement sont aisées à prendre dans les théâtres plus que partout ailleurs : ne pourraient-elles suffire à rassurer les autorités médicales ?

Nous croyons savoir qu'à la suite d'une démarche pressante des artistes à la préfecture, la séance du conseil d'hygiène annoncée pour mardi, a été avancée de quatre jours et fixée à vendredi prochain. Les membres du conseil d'hygiène, saisis des observations présentées par les artistes, seront appelés à se prononcer sur la question de la réouverture des théâtres ou de la fermeture éventuelle des lieux de réunions dont nous parlions, mis sur un pied d'égalité avec les théâtres.

Nous avons eu garde d'intervenir dans une question délicate qui touche à la santé publique. Quelles que soient les sympathies de l'administration et de la presse pour le personnel des théâtres, elles ne peuvent les traduire que sous la forme d'un vœu.

Nous souhaitons vivement qu'un nouvel examen des conditions sanitaires de notre ville, comparées avec celles de Paris et des autres grandes villes, permette aux membres du conseil d'hygiène de prendre en sérieuse considération la situation d'un personnel aussi nombreux qu'intéressant, qui souffre, et ne voit pas quand prendront fin ces souffrances.

Obsèques de M. le capitaine de port Ollivier

Il y avait un grand nombre de personnalités officielles et d'amis au service funèbre, célébré mercredi après-midi à Saint-Seurin, du regretté commandant de port Ollivier. La voiture des pompes funèbres disparaissait sous les couronnes envoyées par les officiers de marine, les officiers américains, les pilotes, les officiers et maîtres de port, *La Petite Gironde*, etc.

Dans l'assistance, l'amiral Laugier, l'administrateur général de la marine Nissen, le colonel Clavel, directeur des ports de Bordeaux, de nombreux officiers de la marine et de la garnison, des délégations des pilotes, des équipages, etc.

A l'issue de la cérémonie, le corps a été transporté au dépositoire.

En raison des circonstances, aucun discours n'a été prononcé.

Citation à l'ordre

— L'adjudant Pierre Barrau, du 8e régiment du génie, pilote à l'escadrille Sp. 76, aéronautique, a été l'objet des deux citations suivantes :

A l'ordre de l'aéronautique : « Pilote de chasse adroit, brave et consciencieux. A rendu depuis son arrivée à l'escadrille les plus grands services. A fait de nombreuses patrouilles de protection et de chasse et livré plusieurs combats. » »

A l'ordre de l'armée : « Excellent pilote de chasse du 30 juillet 1918, a abattu un biplace ennemi qui est tombé dans nos lignes.

— Est cité à l'ordre de la division, le maréchal des logis Arthur-René-Jean-Marie Dubos, du 318e R. A. L., 8e Bie : « Sous-officier observateur courageux, calme, dévoué, remplissant avec compétence les missions qui lui sont confiées. Blessé par deux éclats d'obus, n'a pas voulu se laisser évacuer et a tenu à prendre la garde de nuit à l'observatoire son tour venu. »

La libération de la Serbie

A l'occasion de la libération de la Serbie, un « Te Deum » solennel, suivant le rite orthodoxe, sera célébré le samedi 9 novembre courant, à dix heures, salle Franklin, rue Vauban.

Les Serbes qui se trouvent encore à Bordeaux et dans la région sont instamment priés d'y assister. Les Français et les alliés amis des Serbes sont invités à cette cérémonie.

L'Ecole des arts et métiers à Bordeaux

Nous avons dit que M. Clémentel, ministre du commerce et de l'industrie, avait chargé M. Henri Ténot, directeur de l'Enseignement technique, de se rendre à Bordeaux pour arrêter le plan général des constructions de la nouvelle Ecole des Arts et Métiers, avec le représentant du Conseil général, de la Chambre de commerce et du Conseil municipal.

M. Henri Ténot a visité lundi le domaine municipal de Carraire sur lequel s'élèvera l'école créée à Bordeaux. L'accord est complet sur la parfaite convenance du terrain à sa destination : il permettra d'ériger une école modèle, où l'air et la lumière pénétreront largement. Les bâtiments n'auront rien d'une caserne aux murs élevés projetant leur ombre lugubre autour d'eux, ni même des constructions scolaires au plan ambitieux. Des salles vastes et claires seront consacrées aux ateliers. Un terrain de sport aménagé à proximité assurera aux jeunes gens gens l'emploi hygiénique de leurs loisirs.

Nous n'avons pas à entrer ici dans le détail des programmes qui seront, dans une certaine mesure, adaptés aux commerces et industries de la région. Ces questions seront soumises à une commission spéciale nommée par le ministre du commerce et où le Conseil général, le Conseil municipal et la Chambre de commerce seront représentés.

Dans l'après-midi de mardi, M. Henri Ténot a été reçu à la Chambre des métiers par MM. Paul Carde, président ; Lopès-Dias, inspecteur départemental de l'enseignement technique, et leurs collaborateurs. M. Henri Ténot a été vivement intéressé par les efforts méthodiques de la Chambre des métiers pour orienter les enfants vers des métiers convenant à leurs aptitudes, à leur valeur physique et intellectuelle.

Au cours de cette conversation, le distingué directeur de l'enseignement technique a été amené à fournir quelques explications sur le fonctionnement des cours professionnels prévus par la loi Astier. Il a reçu l'assurance que les concours les plus dévoués seraient acquis ici à l'œuvre.

M. Henri Ténot a promis, au nom du ministre, de seconder l'effort si intelligent et si pratique des défenseurs de l'enseignement professionnel et de le subventionner dans la plus large mesure possible. L'administration est heureuse, a conclu M. Ténot, de trouver dans ce centre si important des auxiliaires aussi compétents et aussi dévoués.

BIJOUTERIE CHARTIER CONJAUD SUCCR 62, Cours de l'Intendance, BORDEAUX

Ravitaillement civil

Vente de carottes, d'oignons et de marrons par la municipalité

Vendredi 8 courant, la municipalité fera vendre des carottes, des oignons et des marrons sur les marchés ci-après : Capucins, Grand-Marché et marché des Grands-Hommes.

Les heures de vente ne sont pas modifiées, ainsi que les prix pour les oignons et marrons.

Quant au prix des carottes, il subit une baisse de 0 fr. 10, soit 0 fr. 70 le kilo.

Il ne sera pas rendu de monnaie.

Répartition du sucre

Aux pharmaciens et fabricants de produits pharmaceutiques

Le Comité départemental de répartition du sucre de la Gironde prévient MM. les Pharmaciens et Fabricants de produits pharmaceutiques qu'ils doivent faire parvenir avant le 10 de chaque mois leurs demandes de sucre pour être servis le mois suivant.

Les pharmaciens susvisés, qu'ils soient syndiqués ou non, feront passer les dites demandes par le président de leurs syndicats respectifs, qui les transmettra au Comité.

Une belle opération de la Sûreté bordelaise

M. Maurice Longuet, métreur-vérificateur en chaudronnerie, demeurant 34, rue Bouffard, pénétrait jeudi soir dans sa chambre dans l'intention de se coucher. Il constata que la lampe électrique ne fonctionnait pas ; mais il présuma que le courant, comme il arrive fréquemment, était interrompu, et il se mit au lit.

Au bout de vingt minutes environ, M. Longuet entendit remuer dans l'appartement. Surpris, il se lève, allume sa lampe électrique de poche, pratique des recherches silencieuses et soudain, il aperçoit sous le canapé deux pieds en chaussettes. Sans perdre de temps, M. Longuet se dirige vers une table où se trouve son revolver et revient au canapé. Il somme l'individu de se montrer en le menaçant de son arme. Celui-ci obtempère vivement. Mais qu'elle n'est pas la stupéfaction de M. Longuet de se trouver en présence d'un individu qu'il connaît fort bien et qui, dans la journée même, avait pris l'apéritif avec lui.

Le premier soin de M. Longuet fut, toujours revolver en mains, de fouiller l'étrange personnage, qu'il trouva porteur de plusieurs rossignols et d'un browning chargé, qu'il se fit immédiatement remettre. Puis il invita son visiteur à lui fournir des explications sur sa présence chez lui.

L'homme, Jean-Georges C..., âgé de vingt et un ans, qui est réformé temporaire, se disant courtier en marchandises, fit alors l'aveu à M. Longuet qu'il était venu chez lui dans l'intention de voler. Il convint même qu'il attendait qu'il se fut endormi pour agir et que s'il s'était réveillé au cours de l'opération, il n'aurait pas hésité à le « brûler ».

C... fit à M. Longuet la confidence qu'il avait besoin d'argent ; il poussa même le cynisme jusqu'à lui proposer la vente de chaussures neuves, de magnétos et autres marchandises. M. Longuet refusa et signifia à l'individu d'avoir à déguerpir au plus vite : ce que s'empressa de faire le cambrioleur. Cependant, informé, M. Farfals, chef de la Sûreté, accompagné de l'inspecteur Lyx, du sous-inspecteur Darqué et de l'agent Estève, se rendit au domicile de C... et procéda à son arrestation, suivie d'une perquisition qui amena la découverte d'un trousseau de fausses clés, d'un pistolet et de chaussures volées lors d'un cambriolage effectué récemment dans une cordonnerie cours d'Alsace. On découvrit en outre une clé volée chez une restauratrice, 11, rue des Remparts, au cours d'un cambriolage d'un tiroir-caisse qui contenait une somme de 500 francs. La victime du vol a du reste formellement reconnu cette clé et déclaré que C... était un client de son établissement.

C... avait un ami, qu'on sait maintenant être l'auteur du cambriolage commis au restaurant. Le chef de la Sûreté fit perquisitionner au domicile de ce dernier, D..., âgé de vingt-cinq ans, où il ne fut trouvé qu'une paire de bottines provenant de la cordonnerie où fut opéré le cambriolage récent.

M. Farfals, en procédant à l'interrogatoire de C..., obtint des aveux de ce dernier, avec toutefois certaines réticences. Sa culpabilité n'en est pas moins établie, ainsi que celle de son « alter ego » D...

Les deux amis, qui possédaient motocyclette, automobile, etc., menaient une vie de luxe et d'oisiveté. Ils employaient leurs loisirs à liquider des marchandises volées par des complices qui ne tarderont pas, eux aussi, à être mis en état d'arrestation.

C... et D..., après avoir été présentés au petit parquet, ont été mis à l'instruction.

PETITE CHRONIQUE

OUTRAGES A UN MAGISTRAT. — Mercredi matin, place des Capucins, un marchand de beurres et de fromages, M. X..., s'est vu dresser procès-verbal pour outrages à M. Duverney, commissaire de police du huitième arrondissement, dans l'exercice de ses fonctions.

ABUS DE CONFIANCE. — Elisabeth B..., 20 ans, femme de chambre, rue de Corcelles, qui avait détourné au préjudice de sa patronne, hôtelière au Cap-Ferret, une somme de 20 fr., et qui avait, en outre, dérobé un manteau appartenant à cette même personne, a été écrouée pour abus de confiance.

ASSOCIATIONS DIVERSES

SYNDICAT DES COMMIS ET COMPTABLES. — Réunion du Conseil syndical vendredi 8 novembre, à 18 h. 30, au siège, 13, place Puy-Paulin. Ordre du jour : Congrès fédéral.

L'alimentation des enfants

PENDANT LA GUERRE

En raison du manque de lait, l'aliment préféré des mamans avisées est la **Farine tutélaire lactée sucrée**, la seule qui, ne constipant pas, arrête la diarrhée infantile. Elle favorise la dentition et le développement des os. Ne pas l'essayer est une faute ; l'employer est un devoir. Ce produit français se trouve partout.

Le Journal " OUI " organise le concours du titre doté de 20,000 francs de prix en espèces.

Il soumet au choix de ses Lecteurs une série de titres et adoptera le titre qu'aura choisi la majorité.

Les Parfums Bichara sont partout

ÉTAT CIVIL

DECES du 6 novembre

Marie Poy, 7 ans, rue du Mirail, 3.
Louise Laffont, 23 ans, rue Delord, 50.
Pierre Vergeaud, 24 ans, rue Delord, 44.
Mme Marie Fiévet, 27 ans, rue Naujac, 86.
Mme Marie Arbouet, 28 ans, r. de la Devèze, 29.
Marie Mouneyres, 28 ans, cité Mouneyra, 12.
René Jean, 29 ans, place Saint-Pierre, 2.
Jean Noailles, 30 ans, rue Mouneyra, 162.
François Larrère, 67 ans, rue Lagrange, 99.
Jean Tizan, 69 ans, rue Millière, 13.
Pierre Grey, 74 ans, rue Judaïque, 131.
Veuve Anne David, 76 ans, rue Traversanne, 9.
Mathias Lespine, 80 ans, rue Courpon, 37.
Veuve Marie Latour, 82 ans, rue Ste-Eulalie, 7.
Veuve Marguerite Lasserre, 91 ans, cours de la Martinique, 50.

CONVOI FUNÈBRE Mme veuve Oscar Ameau, Mme veuve Julie Ameau, née Ducournau ; Mlle Irène Ameau, la famille Mialhe ont la douleur de faire part à leurs amis et connaissances de la perte cruelle qu'ils viennent d'éprouver en la personne de

M. Oscar AMEAU,
conseiller municipal de Castres,
décédé à l'âge de 43 ans,

et les prient de leur faire l'honneur d'assister à ses obsèques, qui auront lieu le **vendredi 8 novembre**, à neuf heures du matin, dans l'église de Castres (Gironde).

Il ne sera pas fait d'autres invitations.

CONVOI FUNÈBRE M. et Mme Noguès et Mme Fontana et leurs enfants prient leurs amis et connaissances de leur faire l'honneur d'assister aux obsèques de

M. Pierre NOGUÈS,

leur fils et neveu, qui auront lieu le vendredi **8 novembre**, en l'église St-Augustin (Caudéran).

On se réunira à la maison mortuaire, rue Bernard-Adour, 98, à une heure, d'où le convoi funèbre partira à une heure et demie.

Pompes funèbres génér., 121, c. Alsace-Lorraine

AVIS DE DÉCÈS Mme veuve Arostéguy Apestéguy (Biarritz), Reculuza, Arostéguy et Mme veuve Tresca (Uhart-Cize), Prouadère (Chili) ont la douleur de faire part aux amis de la perte cruelle qu'ils viennent d'éprouver en la personne du

Sous-lieutenant Francis AROSTÉGUY,
du 57e d'inf., croix de guerre, citations,
mort pour la France le 1er juin 1918.

Une messe sera dite le **vendredi 8 courant**, à neuf heures, dans l'église Notre-Dame, pour le repos de son âme.

AVIS DE DÉCÈS MM. Firmin, Sylvain, Léon, Gabriel Vidal et leurs familles, les familles Chiarri et Persac ont la douleur de faire part à leurs amis et connaissances de la perte cruelle qu'ils viennent d'éprouver en la personne de

M. Jean-Baptiste VIDAL,

leur père, beau père, grand-père et cousin.

En raison des circonstances actuelles, le convoi ne peut être fixé.

Pompes funèbres génér., 121, c. Alsace-Lorraine

AVIS DE DÉCÈS Mme Léopold Lespine, M. et Mme Henri Lespine, Mlles Angèle et Henriette Lespine et la famille ont la douleur de faire part à leurs amis et connaissances de la perte cruelle qu'ils viennent d'éprouver en la personne de

M. Léopold LESPINE,

leur époux, père, beau-père, grand-père, oncle et cousin, décédé le 5 novembre, 37, rue Courpon.

La date et l'heure de la cérémonie ne peuvent être fixées.

Des messes seront dites dans la plus stricte intimité.

AVIS DE DÉCÈS ET MESSE

Mme veuve Meignan, les familles Meignan, Noguès, Déroulet, Arnoult, Verdier, Tilhet, Soulue et Laccourège ont la douleur de faire part à leurs amis et connaissances de la perte cruelle qu'ils viennent d'éprouver en la personne de

M. Jules MEIGNAN,

leur époux, fils, frère, gendre, beau-frère, oncle et neveu, et vous prient d'assister à la messe qui sera dite à son intention le **11 novembre**, en l'église Saint-André, à dix heures.

La famille y assistera.

AVIS DE DÉCÈS Mme veuve Jean-Gabriel Roche (de Saint-Jean-de-Blaignac), Mme veuve Pierre-Emile Barreyre, Mme veuve André Roche, Mlle Jacqueline Roche, Mme veuve Pierre-Henri Robin, Mme veuve Simon Deymier, M. Hector Deymier, M. Raoul Deymier (du 8e régiment d'artillerie), Mme Raoul Deymier, Mlle Geneviève Deymier, M. et Mme Edouard Dubois, Mlle Cécile Dubois, M. Jean Dubois, sous-lieutenant au 21e régiment d'artillerie, croix de guerre (citation au front) ; les familles Sivadon, Savariaud, Dubois, Barreyre, Surirey, Charriol et Ricaud ont la douleur de vous faire part de la perte cruelle qu'ils viennent d'éprouver en la personne de

M. Jean-Marie-Laurent ROCHE,
maréchal des logis,
éclaireur au 255e régiment d'artillerie,
décoré de la croix de guerre (2 citations),
tué au champ d'honneur le 21 août 1918,
à l'âge de 26 ans,

leur fils, petit-fils, beau-frère, oncle, neveu, cousin et ami.

Ils remercient toutes les personnes qui leur ont fait ou leur feront parvenir des marques de sympathie dans cette si douloureuse circonstance, et les informent qu'un service funèbre sera célébré dans l'église de Sainte-Terre, le **samedi 16 novembre**, à dix heures du matin. Vous êtes priés d'y assister.

Toutes les messes qui seront dites dans l'église Saint-Jean-Baptiste de Libourne, le mardi **19 novembre**, seront offertes pour le repos de son âme.

La famille assistera à celle de neuf heures.

Il ne sera pas fait d'autre invitation ni envoyé de lettre de faire part.

AVIS DE DÉCÈS M. et Mme Emile Brizard et leurs enfants ont la douleur de faire part à leurs amis et connaissances de la perte cruelle qu'ils viennent d'éprouver en la personne de

Mme veuve POMPON,

leur mère et grand'mère.

En raison des circonstances actuelles, le convoi ne peut être fixé.

Il ne sera pas fait d'autre invitation.

Pompes funèbres génér., 121, c. Alsace-Lorraine

AVIS DE DÉCÈS ET MESSE

M. C. Lauron, Mlles M. et H. Lauron, les familles A. Godet, Lechat, E. Godet, H. Godet, Moncet, Badille, Popp, Lamothe, Ripert, Van Aerde (de Gand), Libardière, Rivière prient leurs amis et connaissances de leur faire l'honneur d'assister à la messe qui sera célébrée le **mardi 12 courant**, à dix heures, en l'église Saint-Louis, pour le repos de l'âme de

M. Henri LAURON,

leur père, beau-frère, oncle et cousin.

Des feuilles pour les signatures seront déposées à la sacristie.

L'AR-MOR prie ses membres d'assister au service funèbre de leur regretté compatriote

M. Henri LAURON.

AVIS DE DÉCÈS M. Guillot de Suduiraut, agent général de la Compagnie du Soleil, et Mme, née Bordes ; M. Louis Guillot de Suduiraut (aux armées), Mme veuve Henri Bordes, M. et Mme P. Trabut-Cussac et leurs enfants, le lieutenant de vaisseau Ant. Bordes, chevalier de la Légion d'honneur (en mission), Mme et leurs enfants ; le capitaine Jean Bordes (aux armées), M. et Mme E. Romégous, leurs enfants et petits-enfants ; Mlle M. Roujol, Mme de Métivier et sa fille, Mme Klasing et ses enfants, M. et Mme E. Gizard et leurs enfants, Mme M. Guillot de Suduiraut, ses enfants et petits-enfants, le commandant Gellie, chevalier de la Légion d'honneur (aux armées), et Mme ; Mme veuve H. Trabut-Cussac, Mme veuve Normand (de Tours), ses enfants et petits-enfants ; la famille A. Pitres ont le regret de vous faire part de la perte cruelle qu'ils viennent d'éprouver en la personne de

Mlle Thérèse GUILLOT DE SUDUIRAUT,
infirmière de la S. S. B. M.,
à l'hôpital auxiliaire no 20,

leur fille, sœur, petite-fille, nièce et cousine, petite-cousine et petite-nièce, décédée le 3 novembre 1918.

En raison des circonstances, les obsèques ont été célébrées dans la plus stricte intimité.

AVIS DE DÉCÈS ET MESSE

M. et Mme Jean Estrabeau et leurs familles ont la douleur de faire part à leurs amis et connaissances de la perte cruelle qu'ils viennent d'éprouver en la personne de

Mlle Jeanne ESTRABEAU,

Une messe sera dite à huit heures, le **vendredi 8 novembre**, en l'église Saint-Martial.

La famille y assistera.

REMERCIEMENTS ET MESSE

M. Georges Selou et son fils, M. Henry Selou, Mlle Mathilde Selou, les familles Guillemeteau, Michaudel, Bernadeau, Léglise, Andrès, Redonnet, Petrognani, Neubourg, Selou, Fouguet, Audy, Castex remercient bien sincèrement toutes les personnes qui leur ont fait l'honneur d'assister aux obsèques de

Mme Georges SELOU,

ainsi que celles qui leur ont fait parvenir des marques de sympathie dans cette douloureuse circonstance, et les informent que la messe qui sera dite le **dimanche 10 novembre**, dans l'église Saint-Paul-Saint-François, à dix heures, sera offerte pour le repos de son âme.

Pompes funèbres génér., 121, c. Alsace-Lorraine

REMERCIEMENTS ET MESSES

M. et Mme J. Sécrestat et leurs enfants, M. et Mme G. Sécrestat Escande, M. et Mme Georges Sécrestat Escande et leur fille, M. et Mme R. David et leurs enfants, Mme P.-Delille remercient sincèrement les personnes qui leur ont fait l'honneur d'assister aux obsèques de

Mme veuve SÉCRESTAT,

ainsi que celles qui leur ont donné des marques de sympathie en cette si douloureuse épreuve.

Vu les circonstances, les messes ont été dites dans la plus stricte intimité.

REMERCIEMENTS Les familles Lateulère, Soufflet, Périquol, Bachon, David, Matthard, Mauvoisin remercient les amis et connaissances qui ont assisté aux obsèques de

Mme Amélie SOUFFLET, née LATEULÈRE,
décédée à l'âge de 23 ans,

ainsi que celles qui leur ont fait parvenir des marques de sympathie dans cette douloureuse circonstance.

REMERCIEMENTS Mme veuve François Arcens, Mlles Jeanne, Aline et Etiennette Arcens, M. et Mme Achille Arcens et leur fils, M. et Mme Pierre Arcens et leur fils, les familles Pagès, Nigoul, Baby, Savoye, Audoye, Dubosc, Guichard, Cougul, J. Grulle, P. Lannes, Louis et François Vézin remercient bien sincèrement toutes les personnes qui leur ont fait l'honneur d'assister aux obsèques de

M. François ARCENS,

ainsi que celles qui ont bien voulu leur adresser des marques de sympathie.

Vu les circonstances, il ne sera pas envoyé de faire part, et les messes seront dites dans une stricte intimité.

REMERCIEMENTS Le chef d'escadron H. Bouquier, M. et Mme A. Bayle et leur famille remercient bien sincèrement toutes les personnes qui leur ont fait l'honneur d'assister aux obsèques de

M. Emile BOUQUIER,

ainsi que celles qui leur ont fait parvenir des marques de sympathie dans cette douloureuse circonstance.

Des messes seront dites à Bordeaux et à Belin dans l'intimité.

REMERCIEMENTS Les familles Galtier Vernhes, Gulzot, Caville, Sannié, Gaffier, Fabre et Cazottes remercient bien sincèrement les personnes qui leur ont fait l'honneur d'assister à la levée de corps de

Mme J.-B. GALTIER, née VERNHES,

ainsi que toutes celles qui leur ont envoyé des marques de sympathie dans cette douloureuse circonstance.

Des messes ont été dites dans la plus stricte intimité.

En raison des circonstances actuelles, il ne sera pas envoyé de faire-part.

REMERCIEMENTS Mme Edouard Capdefer et ses enfants, M. Camille Capdefer, M. et Mme Alfred Capdefer et leur fille, M. et Mme Edmond Capdefer, M. Marcel Capdefer, remercient bien sincèrement toutes les personnes qui leur ont fait l'honneur d'assister aux obsèques de :

M. Edouard CAPDEFER,

ainsi que celles qui leur ont adressé des marques de sympathie, et les informent que, par suite des circonstances, les messes ont été dites dans la plus stricte intimité.

Il ne sera pas fait d'autres remerciements.

REMERCIEMENTS M. et Mme Pol Bielle, Mme veuve Bielle, M. et Mme J. Bielle, les familles Vitrac, Montenot, Guinle, Vitrac remercient toutes les personnes qui leur ont fait l'honneur d'assister aux obsèques de

M. André BIELLE,
engagé volontaire, classe 1920,
décédé à l'hôpital militaire de Tarbes,
le 20 octobre,

ainsi que celles qui leur ont fait parvenir des marques de sympathie dans cette douloureuse épreuve.

Messes dites dans la plus stricte intimité.

NOUVELLES COMMERCIALES

MARCHÉ GÉNÉRAL AUX BESTIAUX DE BORDEAUX

du 6 novembre 1918

PORCS. — Amenés, 520 ; vendus, 497 : 210 à 250 fr. les 50 kilos poids vif. Prix intégral payé sans rabais des cinq kilos.

32 porcs ont été vendus pour Rochefort.

MARCHÉ AUX MÉTAUX

Londres, 6 novembre.

Cuivre. — Comptant, 122 liv. ; à trois mois, 122 liv.

Etain. — Comptant, 334 liv. ; à trois mois, 334 liv.

Plomb. — Comptant, 29 liv. 10 sh. ; livraison éloignée, 28 liv. 10 sh.

Zinc. — Comptant, 54 liv. ; livraison éloignée, 50 liv.

PRODUITS RÉSINEUX

Londres, 6 novembre.

Essence de térébenthine et résine. — Sans changement.

COURS DES CHANGES

Londres, 26 02 ½ à 26 07 ½ ; Espagne, 110 à 112 ; Hollande, 227 à 231 ; Italie, 85 1/4 à 87 1/4 ; New-York, 5 44 à 5 49 ; Suisse, 108 1/4 à 110 1/4 ; Suède, 154 ½ à 158 ½ ; Norvège, 149 à 153.

L'indispensable
Cuiller faisant la mesure d'un morceau de sucre.
SERVAN
Métal argenté, 5 fr.
Argent, 15 fr.
SERVAN Place Gambetta Cours Intendance
MONTRES et BRACELETS-MONTRES
"LIP" et autres Marques

Convalescents et Grippés
les Pilules GIP sont le meilleur tonique reconstituant
Fer, Quinquina, etc. — 6 par jour.
3'30 (